BOUIRA

Les gardes communaux exigent une reconnaissance de leurs sacrifices

Encore une fois et à l'appel de leur coordination nationale, des centaines de gardes communaux de la wilaya de Bouira ont observé hier un sit-in devant le siège de la wilaya pour rappeler aux décideurs combien cette frange de la société est marginalisée, combien elle est aujourd'hui malheureuse, après avoir été pendant des années considérée comme la frange qui a sauvé l'Algérie du péril intégriste.

Hier, devant le siège de la wilaya, ils étaient tous là à crier haut et fort leur détermination à poursuivre le combat jusqu'à la reconnaissance officielle de leurs sacrifices en s'engageant aux côtés des autres éléments des différents corps des services de sécurité pour barrer la route au péril vert qui menaçait l'Algérie , durant le début des années 1990.

Aliouat Lahlou, coordinateur national des gardes communaux qui était sur place, nous dira que «les rassemblements d'aujourd'hui qui ont lieu à travers 36 wilayas du pays, se veulent un énième cri de détresse de cette frange de la société dont certains portent toujours les stigmates de cette lutte antiterroriste, avec des balles encore dans leurs corps, ou avec des membres estropiés alors que d'autres sont jetés dans la rue, licenciés sans autre forme, et d'autres encore ont payé de leurs vies laissant des veuves et des orphelins sans réelle prise en charge de l'Etat».

Aussi, les sit-in d'hier sont un énième rappel à l'Etat, poursuit notre interlocuteur, pour «dire aux décideurs de cesser leur politique de bâclage et de colmatage. Nous voulons un statut digne des sacrifices des gardes communaux» Notons que lors de ce rassemblement, une délégation a été reçue par le vice-président de l'APW et par le chef de cabinet, auxquels une plateforme de revendications nationales a été remise.

Le rassemblement qui a eu lieu devant l'esplanade du siège de la wilaya, s'est déroulé dans le calme. Aucun débordement n'est à déplorer.

Y. Y.

Les chiens errants prennent leurs quartiers

Circulant en solitaire ou en meutes et semant la terreur et l'angoisse chez les plus fragiles, les chiens errants ne cessent de faire parler d'eux et de troubler les esprits dans la ville comme à ses alentours.

Malgré d'occasionnelles opérations d'abattage des chiens errants dans la ville de Bouira et dans certaines localités, une campagne d'abattage a été lancée dans la commune de Aïn Bessem par les services de l'APC et les éléments de la Gendarmerie nationale et qui s'est soldée par l'élimination d'une cinquantaine de bêtes. Pourtant, le phénomène ne cesse de renaître de ses cendres avec à chaque saison, des meutes entières qui se promènent à travers les quartiers et ruelles mettant les populations locales dans l'angoisse d'une éventuelle attaque incongrue.

Outre les désagréments liés à l'insalubrité causée par ces animaux sans maître ni liens, leur quête de nourriture répand le contenu des poubelles déposées sur les trottoirs et autres dépôts, et leurs déjections multiples ne font qu'augmenter les désagréments sur l'environnement de la ville. La présence de ces chiens en ville présente des risques de propagation de maladies canines transmissibles à l'homme telles la rage ou la gale et du fait du contact de ces derniers avec les animaux domestiques, la transmission à l'homme n'en est que plus grande.

Actuellement, dans la seule ville de Bouira, plusieurs meutes sèment la terreur en s'en prenant aux matinaux qui rejoignent les mosquées pour la prière de l'aube, alors qu'à Oued El Berdi, une dizaine d'enfants a subi les attaques de ces chiens errants en rejoignant leurs écoles sans que personne ne daigne prendre la moindre précaution.

A noter qu'une attaque d'un chien enragé peut tuer une personne saine en à peine une vingtaine de jours, et ce, même avec un traitement antirabique.

Katya Kaci

Des étudiants du DLCA organisent une marche

Plusieurs dizaines d'étudiants du département des langues et culture amazighes ont battu le pavé, hier, en organisant une marche depuis l'université jusqu'au siège de la wilaya où un rassemblement a été observé.

Tout au long de l'itinéraire reliant l'université au siège de la wilaya, les marcheurs scandaient les mots d'ordre tels que «Tamazight di lakul», Anwi wigui, D imazighen».

Arrivés devant le siège de la wilaya, où les gardes communaux étaient déjà sur les lieux, les étudiants se sont rassemblés un peu plus loin, pour lire une déclaration dans laquelle ils exigent de l'Etat la suppression du caractère facultatif de l'enseignement de tamazight, l'augmentation des heures hebdomadaires comme les autres langues, l'ouverture des postes budgétaires, etc.

Après cette déclaration, les étudiants ont poursuivi leur marche vers le siège de la Direction de l'éducation où une délégation devait remettre une déclaration au directeur de l'éducation.

Y. Y.

TIPASA

L'eau coulera à flots en 2014

La wilaya de Tipasa dispose, selon les déclarations des responsables de la société de l'eau et de l'assainissement, SEAAL, d'une capacité journalière de mobilisation de la ressource en eau de plus de 216 000 mètres cubes d'eau à fin 2013. Cette capacité provient, selon ces mêmes sources, des différents forages des champs captants et du barrage de Boukourdane, à raison de 34 000 m^3/jour, mais provient aussi des stations de dessalement de Bou-Ismaïl et de Fouka, cumulant une production quotidienne en eau dessalée de 160 000 m^3/jour.

A cet énorme potentiel s'ajoutera la capacité de production en eau du gigantesque barrage de Kef Eddir, situé à l'extrême ouest de la commune de Damous.

Ce barrage, d'une capacité de production de 125 millions de mètres cubes d'eau par an, alimentera toute la région et les wilayas environnantes. Il va desservir la wilaya de Tipasa avec plus de 21 millions de mètres cubes par an pour les besoins de l'AEP. Les besoins touristiques et ceux de l'agriculture qui se taillent la part du lion avec 17 millions de mètres cubes/an seront eux aussi desservis par ce barrage.

La wilaya de Chlef va disposer quant à elle de plus de 12 millions de mètres cubes par an, tandis que la wilaya de Aïn Defla aura près de 8 millions de mètres cubes d'eau par an, à partir du barrage de Kef Eddir, opérationnel dès 2014.

Larbi Houari

BOUMERDÈS

Le Rocher Noir est le meilleur quartier du pays

Le Rocher Noir, cité 408 logements, une autre appellation de l'agglomération, qui est en réalité le centre-ville de Boumerdès est classé meilleur quartier du pays.

Le Rocher Noir qui a abrité, rappelons-le, la première institution officielle (une partie de l'exécutif du GPRA) de l'Algérie indépendante devance dans ce concours organisé, du 11 novembre 2013 au 20 décembre de la même année par la DGSN (Direction générale de la Sûreté nationale), avec l'appui du ministère de l'Environnement, les quartiers Bechiche Zine Eddine de Souk Ahras, Derouiche Abdelkader de Tiaret, Tafilat de Beni Izguen à Ghardaïa, Premier Novembre d'Adrar et El Worod de la Pointe Pescade d'Alger. C'est le résultat qui a été communiqué par le commissaire de police El Baz Fateh, chef de service de la sécurité publique de la wilaya de Boumerdès, qui a animé un point de presse, à la maison de l'environnement de Boumerdès pour faire le point sur la participation de la wilaya de Boumerdès à ce concours national du meilleur quartier. Ce classement a été fait par une commission nationale composée de responsables de la DGSN et du ministère de l'Environnement. La joute en question concernait les 48 wilayas du pays. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce n'est pas uniquement l'esthétique et la préservation de l'environnement, et par conséquent, de la propreté des quartiers qui sont pris en compte pour attribuer des points ; mais comme la DGSN et le ministère cherchaient à impliquer aussi bien les autorités locales, la société civile que les simples citoyens, c'est justement l'existence d'associations et autres comités de quartiers actifs qui sont les paramètres les plus importants. L'activité du monde associatif et le programme de mise en valeur du quartier sont notés sur 20, dans un classement qui comprend 30 points. Au niveau de la wilaya de Boumerdès, c'est la cité AADL de Zemmouri et la cité 800 logements du chef-lieu de la wilaya qui se classent respectivement en seconde et troisième places. Concernant le Rocher, il est le poumon de la wilaya puisque, en plus des institutions locales et régionales, il abrite l'université M'Hamed Bougarra, des entités de recherches et de développement dans les secteurs de l'industrie et la pétrochimie. Incontestablement il jouit d'un budget de maintenance conséquent puisque en plus des subventions de la wilaya, la commune de Boumerdès fait partie des municipalités les plus riches de la région, sinon du pays.

Une appellation à rétablir

Les autorités locales de Boumerdès ont fait participer à ce concours national leur centre-ville, sous l'appellation anonyme de cité des 408 logements. Ce qui laisse perplexe du fait que l'histoire de ce quartier n'est pas anodine. Des bâtiments de l'université M'Hamed Bougarra sont , en effet, classés depuis l'été 2013 au régime du patrimoine national. De même que le mât, qui a servi à hisser de manière officielle l'emblème national par une institution reconnue par le colonisateur, le GPRA en l'occurrence, existe toujours, non loin des bâtiments cités plus haut. Le ministère de la Culture, qui a procédé à ce classement, a choisi le nom original de la localité, à savoir Rocher Noir. Quand nous écrivons souvent Rocher Noir dans nos articles, nous nous conformons aux décisions de l'Etat algérien. Ce n'est, à priori, pas le cas de tout le monde. Est-il peut être utile de passer par une délibération de l'APW ou de l'APC pour mettre fin à cette appellation, sans nom véritable.

Abachi L

BOU-SAÂDA (M'SILA)

Des citoyens menacent d'un suicide collectif

La distribution de logements sociaux a provoqué l'irritation des citoyens de la ville de Bou-Saâda qui a connu dans la matinée de lundi dernier, après l'affichage des listes des bénéficiaires de logements, une ruée qui a défoncé le portail et obstrué l'entrée principale du siège de la daïra avant de procéder à la fermeture du siège de l'hôtel de ville, en signe de protestation contre la manière de distribution des logements. Ces manifestants sont allés jusqu'à occuper les terrasses, dans l'après-midi, de plusieurs immeubles nouvellement construits à la sortie nord de la ville dans la cité 5-Juillet et la cité connue sous le nom de "Ben Daghmous". En présence des éléments de la police et services de la Protection civile, devant l'absence des autorités locales qu'on a essayé de contacter en vain, ces manifestants, qui menacent d'accomplir un suicide collectif, accusent la commission chargée de l'étude des dossiers d'une distribution malhonnête et ponctuée de complaisance. D'ailleurs une femme très irritée a été retenue in extremis, voulant se jeter dans le vide, selon une source bien informée. Le mouvement de protestation se poursuit par l'installation de tentes à la sortie sud de la ville sur les bords de la route d'"El Hamel" par 8 familles et d'autres se sont permis d'occuper de nouvelles habitations dans ces nouvelles cités.

A. Laïdi